

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE

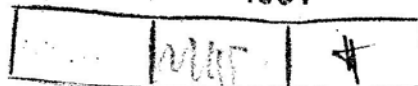


Distr.  
GENERALE  
T/AC.36/SR.6  
2 juillet 1951  
ORIGINAL : FRANCAIS

DOCUMENTS  
INDEX UNIT

MASTER

10 JUL 1951



COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RURAL  
DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SIXIEME SEANCE

Tenue à Flushing Meadow, New-York  
le vendredi 15 juin 1951, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de rapport sur l'état d'avancement des travaux (T/AC.36/L.16) (suite).
- Population, catégories de terres et régime foncier du Tanganyika (T/AC.36/L.17).
- Population, catégories de terres et régime foncier de Nauru (T/AC.36/L.21).

PRESENTS

|                      |                          |                                                     |
|----------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------|
| <u>Président:</u>    | le prince WAN WATTAYAKON | Thaïlande                                           |
| <u>Membres :</u>     | M. Y.W. LIU              | Chine                                               |
|                      | M. CARGO                 | Etats-Unis d'Amérique                               |
|                      | M. LAURENTIE             | France                                              |
|                      | M. de MARCHENA           | République Dominicaine                              |
|                      | M. MATHIESON             | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| <u>Secrétariat :</u> | M. HARRIS                | Secrétaire du Comité                                |

## PROJET DE RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX (T/AC.36/L.16) (suite)

M. MATHIESON (Royaume-Uni) rappelle qu'au cours de la dernière séance on avait proposé d'apporter un amendement au projet de rapport et il précise que sa délégation juge cet amendement acceptable.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) déclare que ce document lui paraît satisfaisant.

M. LAURENTIE (France) fait observer que, depuis la publication de ce document, la France a remis le mémoire qu'on lui avait demandé au sujet de la première série de questions. Il ajoute qu'il conviendrait de mentionner ce mémoire dans l'annexe. Ce texte est assez long et technique; toutefois, M. Laurentie espère que le Secrétariat sera en mesure de le faire distribuer la semaine prochaine.

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) indique que ce document paraît tout à fait satisfaisant à sa délégation.

Le PRESIDENT déclare que le texte de l'annexe sera révisé pour tenir compte des observations du représentant de la France.

Le projet de rapport sur l'état d'avancement des travaux est adopté.

## POPULATION, CATEGORIES DE TERRES ET REGIME FONCIER DU TANGANYIKA (T/AC.36/L.17)

Le PRESIDENT précise que le Secrétariat a préparé un document de travail sur la population, les catégories de terres et le régime foncier du Tanganyika, ainsi qu'un document analogue portant sur Nauru et qui sera examiné ensuite, à titre d'exemples, pour illustrer la situation dans les territoires en question.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) dit que, de façon générale, il approuve le document relatif au Tanganyika mais qu'il aimerait y voir apporter de légères corrections en ce qui concerne la section C, page 4. D'une part, M. Mathieson ne voit pas comment on pourrait présenter les renseignements demandés dans cette section, sinon sous forme de carte géographique, car il est difficile de décrire la répartition des diverses catégories de terres. Il existe à la bibliothèque un atlas de 1942 sur le Tanganyika, mais il serait difficile d'établir la carte complexe qui serait nécessaire; en réalité, il faudrait au moins trois ou quatre cartes différentes. D'autre part, les catégories de terres ne sont pas

nettement réparties; chaque province du Tanganyika comprend un exemple, ou plus, de chaque catégorie et M. Mathieson craint qu'il ne soit guère possible de donner dans un texte un aperçu de la répartition des terres. Par ailleurs, en ce qui concerne la section C, M. Mathieson se demande s'il est possible d'indiquer sous cette rubrique des renseignements qui n'aient pas déjà été donnés dans la section B et s'il y a lieu, en conséquence, de maintenir cette rubrique.

Le PRESIDENT est d'avis de la maintenir, car le présent texte doit servir de modèle pour les études qui porteront sur les autres territoires et dans certains territoires on peut indiquer la distribution des diverses catégories de terres, ce qui est une indication très utile.

M. LAURENTIE (France) est plutôt de l'avis de M. Mathieson. En effet, dans le cas du Togo, on n'aurait aucune difficulté à remplir ce paragraphe; pour le Cameroun, par contre, ce travail ne serait guère facile. Ainsi les territoires du nord, jusqu'au Tchad, sont constitués principalement par des pâturages; on se propose cependant d'y cultiver du coton (c'est-à-dire d'y pratiquer une culture industrielle). M. Laurentie se demande comment on pourrait indiquer ces nuances entre les pâturages et les terrains cotonniers. En revanche, sur une carte, à l'aide de différentes couleurs et au moyen de références, on pourrait parvenir à faire ressortir ces détails.

M. Laurentie n'est pas certain que l'on doive toujours maintenir cette rubrique; dans certains cas, on pourrait renvoyer à une carte géographique, car il est difficile de donner une description exacte et simple de la situation, par exemple en ce qui concerne l'emploi des terres.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) reconnaît qu'il vaut donc mieux garder intact le texte considéré, puisqu'il doit servir de modèle et peut fournir des renseignements utiles. Il est prêt à rédiger un texte indiquant qu'au Tanganyika la plus grande partie des terres en culture se trouve dans telle ou telle région; ces renseignements pourraient toutefois être complétés par une carte portant des signes conventionnels et différentes couleurs.

M. Mathieson demande si le Secrétariat ne pourrait pas consulter à la bibliothèque l'atlas de 1942 sur le Tanganyika et vérifier s'il est possible de joindre des cartes géographiques en annexe au document étudié.

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) ne croit pas qu'il soit nécessaire ou utile de fixer dès à présent, en se basant sur le document relatif au Tanganyika, un modèle uniforme pour la rédaction de documents ayant trait à d'autres territoires. Il croit qu'une telle décision serait prématurée et qu'on ne devrait pas adopter de cadre rigide pour ces documents avant de disposer de renseignements plus complets. Pour ce qui est des questions précises mentionnées par le représentant du Royaume-Uni, il ne sait guère à l'heure actuelle si des renseignements de ce genre pourront être fournis par son propre Gouvernement au sujet du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Le PRESIDENT reconnaît que la situation peut varier suivant les territoires en ce qui concerne la répartition des terres de différentes catégories. Il croit cependant que cette rubrique est utile, car des renseignements de cette nature permettent notamment de déterminer les régions dans lesquelles le développement économique pourrait aboutir aux résultats les plus utiles et qui devraient donc être développées en premier lieu.

Il propose par conséquent de conserver cette rubrique dans les documents qui seront rédigés sur les autres territoires, tout en reconnaissant que, dans certains cas, ces renseignements seront incomplets ou pourront même faire défaut complètement.

M. Y.W. LIU (Chine) partage l'avis du représentant du Royaume-Uni sur les difficultés qui peuvent surgir en cette matière et approuve sa suggestion de compléter éventuellement le texte par une carte.

Il demande quel est le sens exact de l'expression "actual grazing areas" (herbages effectivement utilisés) (traduction provisoire) qui figure à l'alinéa c) du paragraphe 5. Y a-t-il d'autres terres à pâturages non utilisées? Il désire également connaître le sens exact de l'expression "Arable land under cultivation" (terres arables cultivées) (traduction provisoire). Existe-t-il dans le Territoire des terres arables non cultivées?

M. MATHIESON (Royaume-Uni) déclare que l'évaluation de la superficie des terres arables qui figure dans l'alinéa a) porte sur toutes les terres mises en culture à un moment quelconque. Il existe d'autre part, une importante superficie de terres qui ne peuvent être cultivées actuellement à cause du manque d'eau ou de la présence de la mouche tsé-tsé, mais qui seraient cultivables si ces obstacles étaient surmontés. Les terres mentionnées à l'alinéa c) constituent les herbages effectivement utilisés, quelle que soit la densité des troupeaux qui s'y trouvent. Il espère que ces éclaircissements donneront satisfaction au représentant de la Chine.

M. Mathieson présente des amendements à certains autres paragraphes du document. Il propose, au paragraphe 14, de remplacer à la première ligne "planting of export crops had been made" (on a introduit des cultures d'exportation)(traduction provisoire) par "crops have been planted" (des cultures ont été introduites)(traduction provisoire), de supprimer à la deuxième ligne le mot "market" dans l'expression "market production" (production commerciale) (traduction provisoire) et de remplacer à la sixième ligne le mot "subsistance" dans l'expression "subsistance crops" (cultures alimentaires)(traduction provisoire) par "annual" (annuelles). La rédaction amendée traduirait mieux la réalité.

Le représentant du Royaume-Uni estime également que, dans la dernière phrase du paragraphe 16, il est inutile de souligner qu'on ne dispose pas de renseignements sur la répartition des terres qui ne sont pas cultivées par des autochtones; il suffit de dire que ces terres sont cultivées par des non-autochtones.

Enfin, M. Mathieson est à même de fournir des renseignements numériques sur l'étendue des réserves forestières mentionnées au paragraphe 19. Ces réserves s'élevaient, à la fin de 1949, à 6.661 milles carrés et, à la fin de 1950, à 8.589 milles carrés.

Le PRESIDENT demande au représentant du Royaume-Uni de remettre au Secrétariat le texte de son amendement au paragraphe 6. Il déclare qu'en l'absence d'objections les autres amendements sont adoptés.

Le Président demande l'avis du Comité sur le sort qui doit être réservé au document relatif au Tanganyika. Doit-on recommander que ce document soit annexé au rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale?

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) reconnaît que le document relatif au Tanganyika est fort utile, mais déclare à nouveau qu'avant de prendre connaissance de documents relatifs à d'autres territoires il ne peut se prononcer sur le point de savoir si ce document peut être considéré comme un modèle. En effet, un modèle devrait être plus complet et contenir d'autres rubriques, relatives notamment à l'utilisation des terres. Sa délégation ne pourrait donc approuver ce document qu'à titre tout à fait provisoire.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) attire l'attention des membres du Comité sur le paragraphe 9 du projet de rapport, dans lequel est rappelé que le Comité a chargé le Secrétariat de préparer des documents de cette nature, dont le premier est celui relatif au Tanganyika. Il est nécessaire que le Secrétariat dispose d'un modèle pour pouvoir assurer la comparabilité des renseignements portant sur différents territoires. Le représentant du Royaume-Uni propose donc au Comité d'approuver ce document en tant que modèle provisoire pour les travaux de cette nature. Sans doute cette approbation provisoire n'implique pas que ce cadre ne puisse être modifié par la suite, si on le juge utile.

M. Mathieson ne croit pas qu'il soit nécessaire d'annexer le document au rapport. En effet, ce n'est qu'un document de travail relatif à un territoire particulier. Or il n'est guère utile de transmettre officiellement une documentation fragmentaire sur les travaux du Comité.

M. LAURENTIE (France) estime qu'il serait souhaitable de soumettre un rapport provisoire assez fourni et d'y inclure les documents sur le Tanganyika et Nauru, sans pourtant leur apporter une approbation définitive. Ainsi l'on pourrait donner au Conseil et à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale une idée plus exacte de l'importance des travaux du Comité.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) ne croit pas qu'il soit utile de transmettre officiellement des documents sur lesquels le Comité ne s'est pas encore prononcé d'une façon définitive et qui ne constituent que des documents de travail.

M. LAURENTIE (France) n'insiste pas sur la transmission de ces documents, mais estime qu'il est nécessaire de faire ressortir dans le rapport l'importance de la tâche confiée au Comité, ainsi que des travaux qu'il a entrepris.



M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) partage l'avis du représentant du Royaume-Uni et croit qu'il n'est guère utile d'annexer au rapport les documents relatifs au Tanganyika et à Nauru, d'autant plus que ces documents sont incomplets, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terres. Le Conseil et l'Assemblée pourront certainement apprécier à sa juste valeur l'importance des travaux du Comité, sans que ce dernier ait à leur transmettre des documents incomplets. Il serait préférable de faire connaître le fond des travaux du Comité lorsque celui-ci aura accompli une tâche plus importante.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) partage le point de vue du représentant des Etats-Unis et accepte que le document sur le Tanganyika ne soit pas transmis officiellement au Conseil. Cependant, à titre de compromis, il propose de donner dans l'annexe une description plus détaillée de la documentation existante.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) désire apaiser les craintes manifestées par le représentant des Etats-Unis, craintes qui sont dues sans doute au fait qu'il n'a pas été présent à la séance à laquelle on a rédigé les instructions adressées au Secrétariat. L'insuffisance des renseignements dont on dispose y a été reconnue. Cependant, on a voulu se borner à demander ceux qu'il paraissait aisé d'obtenir. Il est manifeste que le rapport définitif devra être plus complet et contenir notamment, soit dans les chapitres déjà prévus, soit dans un chapitre nouveau, des renseignements sur l'utilisation des terres. Cependant, il semble impossible de prendre dès à présent une décision sur ce point.

Le représentant du Royaume-Uni exprime l'espoir que le représentant des Etats-Unis consentira à approuver l'utilisation par le Secrétariat du document relatif au Tanganyika comme d'un modèle provisoire pour les documents de cette nature.

M. Y.W. LIU (Chine) partage le point de vue du représentant du Royaume-Uni et rappelle qu'il a été décidé que le document sur Nauru pourrait servir de modèle pour les territoires sous tutelle de la région du Pacifique et celui relatif au Tanganyika de modèle pour les territoires d'Afrique. Il propose, à titre de compromis, de mettre une note en bas de page au paragraphe 9, afin de signaler que ces documents ont été présentés au Comité.



Le PRESIDENT constate qu'il existe au sein du Comité un accord sur la proposition du Royaume-Uni tendant à inviter le Secrétariat à préparer les documents sur les autres territoires conformément au modèle fourni par le document relatif au Tanganyika.

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) déclare que ce document est incomplet. Il ne peut donc accepter cette proposition, même à titre provisoire, que sous la réserve expresse que, lors de l'élaboration du document relatif au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, le Secrétariat tiendra compte des renseignements sur l'utilisation des terres fournis par l'Autorité chargée de l'administration.

Le PRESIDENT fait ressortir que le but à atteindre est de tracer un tableau général de la situation dans chaque territoire et de le tracer aussi complet que possible. Tous les renseignements qui pourront compléter l'exposé sur le Tanganyika ou s'incorporer dans les exposés encore à l'état de projet seront utiles.

Par conséquent, il est en effet à craindre que, à considérer les exposés déjà prêts comme des modèles, on ne s'enferme dans un cadre trop étroit et trop rigide. Cependant, il ne faut pas perdre de vue l'intérêt, pour le Secrétariat, d'un schéma qui puisse le guider dans la rédaction des exposés.

Quoi qu'il en soit, le Président tient à préciser que le Comité ne formulera aucune conclusion définitive avant d'être en possession de tous les renseignements nécessaires, sous forme de documents de travail, et avant de les avoir étudiés. Il est entendu que les conclusions auxquelles le Comité parviendra jusque-là sont provisoires.

Le Président pense qu'il s'agit, dans ces conditions, de déterminer quel doit être le sort des exposés relatifs au Tanganyika et à Nauru, qui témoignent du travail effectué par le Comité. Il est impossible de faire rapport au Conseil de tutelle sur les travaux du Comité sans citer ces deux documents. Aussi n'est-il pas sans intérêt de les porter à la connaissance du Conseil selon une procédure qu'il reste à choisir.

Pour sa part, le Président craint qu'une note accompagnant le paragraphe 9 du rapport du Comité n'ait pour effet d'envoyer à la Quatrième Commission, par une voie indirecte, ces documents qui sont loin d'avoir revêtu leur forme définitive. A son avis, si le Comité les mentionne dans l'annexe à son rapport (T/AC.36/L.16), ce résultat pourra être évité.

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) et M. MATHIESON (Royaume-Uni) s'associent aux observations du Président.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) signale que le représentant spécial pour le Tanganyika assiste aux réunions du Conseil de tutelle consacrées au rapport concernant ce Territoire. Si les membres du Comité souhaitent, après examen du rapport, obtenir du représentant spécial des éclaircissements complémentaires touchant en particulier le droit coutumier en matière de régime foncier ou toutes autres questions qui leur permettent de concevoir clairement la situation, le représentant du Royaume-Uni sera heureux de le présenter au Comité.

Le PRÉSIDENT remercie le représentant du Royaume-Uni et l'assure que le Comité ne manquera pas, le cas échéant, de recourir aux bons offices du représentant spécial.

M. HARRIS (Secrétaire du Comité) souhaiterait que le Comité indique s'il désire que le Secrétariat incorpore dès maintenant à l'exposé relatif au Tanganyika les renseignements concernant l'utilisation des terres, étant donné que le Comité vient d'approuver la suggestion du représentant des Etats-Unis tendant à faire une place plus grande à cette rubrique.

Le PRÉSIDENT estime que le Secrétariat pourra compléter le document par la suite quand il lui donnera sa forme définitive.

Il est décidé d'ajouter le document de travail T/AC.36/L.17 à la liste contenue dans l'annexe au rapport sur l'état d'avancement des travaux du Comité.  
(T/AC.36/L.16)

POPULATION, CATEGORIES DE TERRES ET REGIME FONCIER DE NAURU (T/AC.36/L.21)

Le PRÉSIDENT invite le Comité à examiner l'exposé relatif à Nauru que le Secrétariat a rédigé d'après les renseignements dont il disposait.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) se déclare satisfait de l'exposé, qui lui semble complet. Il est vrai que Nauru est un territoire particulier qu'une faible superficie et une structure peu compliquée permettent plus aisément de décrire. Cependant, bien que de ce fait son exemple ne puisse être d'un grand secours pour l'étude des autres territoires sous tutelle, la plupart des problèmes (régime foncier, utilisation des terres, mise en valeur des ressources naturelles et politique à suivre pour sauvegarder les intérêts des habitants) que l'on rencontre dans les autres territoires se posent également à Nauru, bien que sous une forme sans doute infiniment plus simple.

M. Mathieson souhaiterait néanmoins que le Secrétariat, qui a tiré un parti judicieux des renseignements concernant le Territoire, développe ce qu'il entend, au paragraphe 16 du document T/AC.36/L.21, par Lands Committee, sans doute un tribunal indigène chargé d'appliquer le droit coutumier, et en décrive le fonctionnement.

Le PRESIDENT déclare que le Comité invitera le Secrétariat à préciser le texte en ce sens et il propose d'ajouter le document à la liste contenue dans l'annexe au rapport du Comité (T/AC.36/L.16).

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT remercie les membres du Comité et le Secrétariat du concours qu'ils lui ont apporté et grâce auquel les travaux du Comité ont progressé.

M. LAURENTIE (France) s'associe aux félicitations adressées au Secrétariat et ajoute que les services compétents du Gouvernement français ont étudié le document consacré par le Secrétariat à la législation foncière au Togo et au Cameroun et qu'ils l'ont jugé excellent.

M. CARGO (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le Comité a encore une lourde tâche devant lui et exprime l'espoir qu'il disposera, avant la prochaine session de l'Assemblée générale, d'assez de renseignements pour continuer ses travaux. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, ces travaux comprennent trois étapes : celle qui consiste à rassembler les renseignements, celle qui consistera à les analyser et, en dernier lieu, l'étape des conclusions et recommandations. M. Cargo tient à souligner l'importance que le Gouvernement des Etats-Unis attache à la question de l'utilisation des terres et il espère que tous les Etats Membres fourniront plus de renseignements sur ce point.

Le PRESIDENT se déclare en plein accord avec le représentant des Etats-Unis. Cependant, il tient à faire une distinction entre l'usage des terres (Land use), c'est-à-dire la façon dont elles sont employées à l'heure actuelle, et l'utilisation des terres (Land utilization), c'est-à-dire le meilleur parti que l'on puisse en tirer. A son avis, le Comité qui étudie actuellement la première de ces questions devra ultérieurement étudier la deuxième.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) approuve la définition que le représentant des Etats-Unis a donnée de la tâche du Comité. Il souligne cependant la différence qui existe entre la résolution de l'Assemblée générale invitant le Conseil de tutelle à créer un Comité pour faire des études et présenter des recommandations et la résolution du Conseil qui, en créant le Comité, le charge seulement de satisfaire à la première partie de la résolution adoptée par l'Assemblée, celui de procéder à une étude. Le représentant du Royaume-Uni se demande donc si le mandat du Comité lui permet de faire des recommandations.

Le PRESIDENT croit, pour sa part, que le Comité ne peut éviter d'aboutir à des conclusions qu'il soumettra au Conseil de tutelle et sur lesquelles le Conseil fondera ses recommandations.

La séance est levée à 12 heures 40.